



Résolution des Assemblées Générales du SNFOLC 25 et du SNUDI 25

**Votée à l'unanimité des 25 présent.e.s
Mardi 17 Mars 2026**

Les adhérent.e.s du SNFOLC 25 et du SNUDI 25 réuni.e.s en Assemblées Générales font leur la résolution suivante :

Alors que des milliers de bombes s'abattent sur les peuples iraniens et libanais, que l'anéantissement du peuple palestinien à Gaza se déroule dans un silence assourdissant, qu'une guerre meurtrière se poursuit en Ukraine, autant de guerres déclenchées contre les peuples et pour les intérêts exclusifs du capital, notamment sur la spéculation des hydrocarbures dans le moment auquel nous nous trouvons, les Assemblées Générales du SNFOLC 25 et du SNUDI 25 réunie le 17 mars 2026 à Besançon soutiennent toutes les travailleuses et les travailleurs et font leurs ces mots chers à la Cgt-FO : **Pain, Paix, Liberté !** Dans cette situation, les AGs mandatent les instances des SNFOLC 25 et SNUDI 25 pour mettre en discussion l'envoi d'une délégation au congrès international contre la guerre qui se tiendra à Londres le 20 juin 2026.

Pour un cessez-le-feu immédiat au Moyen-Orient !

En tant qu'organisations syndicales, le SNFOLC 25 et le SNUDI 25 sont par définition viscéralement opposés à toute forme de racisme, de xénophobie, d'islamophobie, d'antisémitisme, d'homophobie, de haine anti-LGBT ainsi qu'à toutes les formes de discrimination qui sont entretenues pour diviser les travailleuses et les travailleurs, actuellement confronté.e.s aux mesures anti-sociales du gouvernement Macron-Lecornu qui s'attaquent à l'École Publique, à la Santé, à la Sécurité sociale et plus largement à tous les droits des salarié.e.s. L'Histoire démontre que le racisme, le fascisme, l'extrême-droite ont toujours été les ennemis les plus mortels du mouvement ouvrier et du droit de la classe ouvrière, et des travailleurs et travailleuses à s'organiser pour défendre leurs intérêts.

La guerre, tout comme le racisme, s'oppose frontalement à la satisfaction et même à l'expression des revendications.

Les AGs dénoncent le budget d'austérité Macron-Lecornu qui préfère investir dans la défense plutôt que dans l'éducation, et alors que les aides aux entreprises dépassent les 200 milliards d'euros, cela au détriment des services publics essentiels que sont l'École, la Santé et les Collectivités territoriales. Les suppressions d'heures et de postes mettent en péril la qualité de l'enseignement et l'avenir de nos élèves. Nous refusons cette militarisation de la société et exigeons des moyens pour l'École Publique à hauteur des besoins. Nous demandons le retrait du guide « *Acculturer les jeunes à la défense* », la fin des dispositifs comme les « classes défense », les rallyes citoyens, et tout projet reposant sur un partenariat entre École et Armée et appelons les député.e.s à voter « CONTRE » la proposition de loi sur l'enseignement à la défense.

Les AGs se félicitent du renforcement de leur syndicat nécessaire à la défense des intérêts matériels et moraux des personnels, se fixent l'objectif de poursuivre sur cette voie en 2026, et décident de poursuivre et amplifier les tournées d'établissement pour progresser lors des élections professionnelles du 3 au 10 décembre 2026. Le vote FO n'est pas automatique malgré notre présence militante dans le Doubs, aussi les AGs décident d'encourager les camarades à élaborer leur propre cahier de votants. Les AGs décident de multiplier les tournées d'établissement et les HIS/RIS partout où cela est possible.

Les AGs se prononcent toujours contre l'acte 2 de l'école inclusive et la mise en place des PAS, pour la défense d'une inclusion financée à hauteur des besoins, non systématique et forcée, et pour la défense de l'enseignement spécialisé et adapté : à l'heure où nous écrivons ces lignes d'après les chiffres de l'administration, ce sont 10 % des élèves notifié.e.s qui n'ont

aucune prise en charge AESH, soit plus de 50 000 élèves, et 30 000 élèves qui ne sont pas scolarisé.e.s en Établissements Médicaux Sociaux faute de places...

Nos syndicats continueront de soutenir le mouvement pour obtenir le statut de fonctionnaire et un salaire digne pour les AESH avec un temps plein pour 24h hebdomadaires, ainsi que pour les AED. Sans les AESH, une inclusion réussie et responsable est impossible, sans les AED, aucun EPLE ne saurait fonctionner, tant ils et elles en constituent un rouage essentiel. Les AGs dénoncent les difficultés qu'ont eu et ont toujours les AESH et AED ayant exercé en REP/REP+ à percevoir la réparation du préjudice subi au sujet de l'indemnité dont ils et elles ont été injustement exclu.e.s jusqu'en janvier 2023. Nos syndicats continueront à accompagner les personnels pour qu'ils et elles obtiennent réparation.

Les AGs se prononcent pour l'enseignement disciplinaire. Assurer aux personnels des conditions de travail favorables à l'élévation des enfants passe par la diminution des effectifs par classe, par la création des postes nécessaires, par l'augmentation des postes aux concours de recrutement, par une intégration comme titulaire stagiaire et l'offre d'une vraie formation au contraire d'un service à temps plein pour les lauréats des concours au niveau L3, l'annulation des 4000 suppressions de postes à la rentrée 2026 sous prétexte de baisse démographique alors que dans le même temps les crédits de guerre augmentent de 7 milliards d'euros. L'École de la République c'est l'École Publique, c'est pourquoi nous revendiquons que les fonds publics lui soient réservés.

Compte tenu des suppressions de postes annoncées dans notre académie de Besançon pour le 2nd degré (64 ETP) et attendus pour le 1^{er} degré, les AGs appellent leurs adhérent.e.s de tous les établissements du Doubs à se réunir dans leurs établissements et à construire la mobilisation, y compris par la grève, pour défendre les moyens, les heures, les postes et nos conditions de travail ainsi que celles de nos élèves.

L'AG revendique :

L'argent pour l'École Publique pas pour la guerre !

Fonds publics pour l'École Publique, fonds privés pour l'école privée

Arrêt des suppressions de postes ! Créations de postes à hauteur des besoins !

Abrogation de la réforme des retraites ! Retour de la retraite à 60 ans dans décote

Augmentation d'au moins 10% de la valeur du point d'indice tout de suite, indexation sur l'inflation (+ 32,7 % pour compenser la perte du pouvoir d'achat depuis 2000)

Un statut et un vrai salaire pour les AESH et les AED !

Abrogation des contre-réformes qui détruisent l'École publique !

La fin de l'accord sur la PSC actuel

Le retour à 100 % du remboursement des arrêts maladie et l'annulation du jour de carence

Le maintien de tous les droits statutaires : temps partiel, disponibilité, autorisations d'absence, remplacement, CFP...

Le rétablissement des formations sur le temps de travail

L'argent pour l'École publique pas pour la guerre !